

Mairie de Vendargues

Département de l'Hérault
Arrondissement de Montpellier

Vendargues, le 8 décembre 2017

République Française

Arrêté N° 811/2017

Objet : Autorisation de voirie Règlementation de la circulation

Le Maire de la commune de Vendargues

VU les articles L 2211.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales

VU la requête présentée par **la SCI JC BONNISSEL**

en date du **08/12/2017/2017** et par laquelle il sollicite **l'autorisation de faire stationner un « camion Toupie »**

afin de procéder **à une livraison de béton au n° 18 rue des Devèzes**

A R R E T E

Article 1 **la SCI JC BONNISSEL**

domiciliée à **VENDARGUS**

est autorisé à faire **stationner un « camion Toupie »**

afin de procéder **à une livraison de béton au n° 18 rue des Devèzes**

Article 2 La présente autorisation est accordée à charge par le bénéficiaire de se conformer aux conditions énoncées aux articles ci-après.

Article 3 La voie publique pourra être occupée **le Mercredi 13 décembre 2017 entre 12 h 00 et 17 h 00 - le camion sera positionné à cheval sur le trottoir - la voie sera de ce fait rétrécie et la circulation alternée le temps de la livraison (environ 1 heure).**

Article 4 Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 Le pétitionnaire devra veiller à empiéter le moins possible sur la voie publique, et baliser le camion, afin d'éviter tous risques d'accident susceptible d'être causé à des tiers.

Article 6 Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever tous les décombres et matériaux, réparer tous les dommages éventuellement causés et rétablir à ses frais la voie publique et ses dépendances dans leur premier état. Cette remise en état fera l'objet d'un procès-verbal de recollement dont mention sera portée au présent arrêté.

Article 7 Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence de travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.

Article 8 La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le permissionnaire des conditions imposées ci-dessus.

Article 9 Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

Article 10 L'Adjoint délégué, la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera :

transmise pour information à la gendarmerie de Castries

Publiée en Mairie

Notifiée à l'intéressé

Pour le Maire empêché,

Le Premier Adjoint,

Guy LAURET.

